

LA DÉFENSE EUROPÉENNE NE DOIT PAS ÊTRE LA VICTIME DU COVID-19

Par

FELIX ARTEAGA / Analyste Senior, Institut Royal Elcano

DANIEL FIOTT / Analyste Sécurité et Défense, EUISS

KEITH HARTLEY / Professeur émérite, Université d'York

ALESSANDRO MARRONE / Directeur du Programme défense, IAI

SYLVIE MATELLE / Directrice adjointe, IRIS

JEAN-PIERRE MAULNY / Directeur Adjoint, IRIS

MARGARITA ŠESELGYTE / Directrice de l'institut des relations internationales et des sciences politiques à l'Université de Vilnius

EDOUARD SIMON / Directeur de recherche, IRIS

Avril 2020

*Les points de vue exprimés ici sont ceux des auteurs.
Ils ne reflètent pas nécessairement ceux de l'organisation à laquelle ils appartiennent.*

Tribune

Confrontée à une crise sanitaire sans précédent aux conséquences économiques gigantesques, l'Europe planifie sa « sortie de crise » et élabore une réponse de long terme à la pandémie. Dans ce cadre, le Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 est en cours d'amendement pour servir d'épine dorsale à son plan de relance. Il ne fait aucun doute que l'accent y sera mis sur les secteurs critiques, comme la santé ou l'énergie. La défense ne doit pas être oubliée, et la version révisée du CFP doit être l'occasion de réaffirmer l'ambition budgétaire du Fonds européen de Défense.

L'Europe est aujourd'hui concentrée à juste titre sur la crise du Covid-19, mais nous ignorons la nature des crises à venir. Cette pandémie a démontré que l'impensable pouvait se produire. Or, avec les défis géopolitiques immenses auxquels l'Union européenne (UE) fait face, ce n'est pas le moment de réduire les investissements dans sa défense. En effet, le Covid-19 risque d'amplifier la détérioration du contexte sécuritaire international. Plusieurs crises ont ainsi cours aux frontières de l'Europe. Et, le secteur industriel de défense est un élément essentiel du nouvel élan visant à rendre crédibles les capacités militaires européennes au service de la protection des Européens.

Or, même si les crises du Covid-19 et de 2008/2010 diffèrent, elles pourraient bien avoir des effets similaires sur les investissements et l'industrie de la défense, si des politiques de consolidation fiscale étaient mises en œuvre. Après 2008, les réductions des dépenses militaires avaient entraîné une baisse significative de ces investissements. Avec une baisse du Produit intérieur brut qui pourrait être, en Europe, deux ou trois fois supérieure à celle de 2008, la défense pourrait ne pas être, une fois encore, une priorité pour les dirigeants européens, que ce soit lors de la reprise ou lors de la consolidation budgétaire. Plus inquiétant encore, un tarissement des fonds de recherche et développement mettrait en péril le lancement de nouveaux programmes à un moment où l'Europe entend développer la prochaine génération d'avions de combats, de chars de combat, de frégates et d'autres capacités essentielles pour conserver une avance technologique et opérationnelle.

Alors que la duplication et la fragmentation industrielle sont depuis longtemps des problèmes majeurs, les programmes en coopération ont lourdement été coupés après

2010. Si le même scénario devait se reproduire aujourd'hui, l'Europe perdrait des capacités industrielles et technologiques essentielles et développerait de nouvelles dépendances à l'égard d'États tiers. Cela entraverait non seulement les efforts de l'Europe pour développer son autonomie stratégique, mais nuirait également considérablement à la crédibilité des nations européennes au sein de l'OTAN. Dès à présent, alors que les entreprises de défense sont de plus en plus duales et que la crise économique frappe l'ensemble de l'économie, des capacités industrielles précieuses (technologie de haut niveau, emplois hautement qualifiés, etc.) sont menacées de disparition. Un soutien sera donc nécessaire pour contrer les effets de la crise économique et préserver le futur de l'Europe.

Nous devons tirer les leçons de la crise de la zone euro. Le Fonds européen de défense est une des initiatives-clés pour rendre notre défense et notre sécurité plus collectives et plus crédibles tout en assurant une utilisation plus efficace des fonds publics. Pourtant, même avant la crise, le budget du Fonds était menacé d'une réduction de moitié. Un tel scénario saperait les efforts déployés ces dix dernières années pour faire de la défense européenne une réalité efficace et crédible. Le temps est, au contraire, venu de redoubler d'efforts et d'utiliser le budget européen pour susciter une plus grande coopération industrielle. Par conséquent, nous pensons que l'UE doit *a minima* revenir à la proposition d'un budget de 13 milliards d'euros pour le Fonds européen de défense (soit 1 % du budget de l'UE).

Aucun « nouveau monde » ne sera sûr sans une défense européenne solide. ■

Tribune collective

LA DÉFENSE EUROPÉENNE NE DOIT PAS ÊTRE LA VICTIME DU COVID-19

PAR LES CONSEILLERS SCIENTIFIQUES D'ARES, LE GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INDUSTRIE EUROPEENNE D'ARMEMENT :

Felix Arteaga, analyste senior à l'istituto real Elcano / **Daniel Fiott**, analyste sécurité et défense à l'Institut des Études de Sécurité de l'UE / **Keith Hartley**, professeur émérite d'économie à l'Université de York / **Sylvie Matelly**, directrice adjointe de l'IRIS / **Jean-Pierre Maulny**, directeur adjoint de l'IRIS / **Alessandro Marrone**, directeur du programme Défense à l'Istituto Affari Internazionali (IAI) / **Margarita Šešelgytė**, Directrice de l'Institut des relations internationales et des sciences politiques à l'Université de Vilnius / **Édouard Simon**, directeur de recherche à l'IRIS.

Avril 2020

Les points de vue exprimés ici sont ceux des auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement ceux de l'organisation à laquelle ils appartiennent.

ARES GROUP

Le groupe de recherche Ares, coordonné par l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), a pour objectif de mettre en réseau à haut niveau les experts européens de l'armement afin de nourrir le débat, d'informer l'opinion publique, et de fournir des analyses sur les problématiques liées à l'armement aux autorités publiques nationales et européennes ainsi qu'aux acteurs industriels.

CONTACT [Pilotes]:

Jean-Pierre Maulny, Édouard Simon, Olivier de France, Sylvie Matelly

ares@iris-france.org

+33 (0)1 53 27 60 60

www.iris-france.org/ares

#AresGroup